

*Les crédits*

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. DeBlois):** Je regrette, mais il n'y a pas consentement unanime.

**Des voix:** C'est honteux!

**Le président suppléant (M. DeBlois):** J'en appelle à la collaboration de tous. Il n'y a pas consentement unanime, et c'est la reprise du débat.

*[Traduction]*

Je donne la parole au député de Winnipeg-Sud-Centre. Le député prendra-t-il dix ou 20 minutes?

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Dix minutes, puis mon collègue de Winnipeg-Nord-Centre poursuivra sur la même question.

Permettez-moi de mentionner que je regrette beaucoup que les députés conservateurs à la Chambre ne nous aient pas permis de continuer à interroger le ministre comme il le fallait. La question revêt une importance primordiale pour certaines régions de notre pays, de ma province, le Manitoba, et de la Saskatchewan. Nous avons pris des engagements internationaux avec le Dakota du Nord. La question préoccupe gravement tous les Canadiens en raison de ses incidences sur la crédibilité et la légitimité du rôle que joue tout le gouvernement fédéral. De plus, il s'agit de mettre l'accent sur l'environnement dans les projets d'immobilisations d'envergure.

S'il est impossible de discuter à la Chambre avec le ministre, c'est évidemment parce le ministre n'a aucune réponse. Il promet depuis vendredi que le gouvernement du Canada prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher la construction en Saskatchewan afin qu'un examen environnemental sérieux soit effectué.

Le gouvernement dit maintenant qu'il va établir une nouvelle commission qui entreprendra un nouvel examen, mais il ne fera rien pour contrecarrer l'initiative du gouvernement de Saskatchewan. Tout à fait impunément, avec une arrogance et une indifférence totales, le gouvernement provincial dit qu'il se fiche de ce que fera le gouvernement fédéral, qu'il exercera ses droits d'aller de l'avant. Et le ministre a cédé. Il a reculé.

Le ministre et le gouvernement fédéral ont échoué, ils n'ont pas été capables, dans ce test crucial, de prendre leurs responsabilités, de remplir leurs obligations et d'exercer leurs droits. La question à poser est pourquoi? Pourquoi, dans ce test incontournable, le gouvernement fédéral se dérobe-t-il?

**Mme Copps:** Il a conclu une entente secrète.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur le Président, je pense que la réponse est claire. Il y a indéniablement bien des choses de cachées. Derrière l'écran de fumée se cachent beaucoup de choses que le ministre tait.

Voici, par exemple, un texte qui a été déposé sur les pupitres des députés aujourd'hui où il est question d'une entente entre Sa Majesté la reine au Canada et la Saskatchewan Water Corporation. Je cite l'article 3:

Nonobstant les conditions énoncées au paragraphe 1 de l'entente originale, il est expressément convenu que la société peut se porter acquéreur de terrains et prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la construction du barrage Alameda.

## Article 4.

Nonobstant les conditions (. . .) il est expressément convenu que la société peut prendre toutes les mesures nécessaires à l'achèvement de la construction du barrage Rafferty.

Et ainsi de suite.

Ce que cet accord signifie véritablement, c'est que le ministre et Grant Devine ont conclu un marché le 5 septembre dernier.

**Mme Copps:** C'est exact.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** Ils avaient un accord.

**Une voix:** Un marché secret.

**M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre):** C'est un accord qu'il essaie maintenant de cacher. Monsieur le Président, je n'emploie pas ces mots à la légère. Le ministre dissimule un accord secret et privé, conclu avec le gouvernement de la Saskatchewan, pour entamer la construction du barrage. Le fait qu'il ne soit pas prêt à prendre les mesures qui s'imposent pour arrêter la construction et qu'il ne souhaite pas le faire en est la preuve. Nous avons des présomptions suffisantes pour dire que cet accord a en fait déjà été signé, et nous avons un ministre qui refuse de l'admettre. Ce n'est pas la première fois. Ce n'est pas arrivé par hasard, car nous avons déjà eu exactement le même genre de marché. L'ancien et non regretté ministre de l'Environnement a déjà répondu de la même façon à des questions relatives au barrage Rafferty-Alameda; il a